Common law, equity et réception du droit anglais

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

L'adaptation la plus difficile pour le civiliste est l'idée qu'une grande partie du droit applicable n'a jamais été édictée. L'Application of English Law Act 1993 règle la question en deux phrases. La section 3(1) dispose que la common law anglaise, y compris les principes et règles de l'equity, dans la mesure où elle faisait partie du droit de Singapour immédiatement avant le 12 novembre 1993, continue de faire partie du droit de Singapour. La section 3(2) ajoute que la common law demeure en vigueur dans la mesure où elle est applicable aux circonstances de Singapour et de ses habitants, sous réserve des adaptations que ces circonstances peuvent exiger.[1] La section 4 et la First Schedule énumèrent ensuite les lois anglaises qui continuent de s'appliquer avec des adaptations. Parmi elles figurent le Misrepresentation Act 1967 et l'Unfair Contract Terms Act 1977, qui jouent tous deux un rôle lorsqu'un tribunal singapourien examine les conditions d'utilisation d'une plateforme d'échange de crypto-actifs.[2]

Il en découle trois conséquences pour les actifs numériques. Premièrement, la question de savoir si un crypto-actif est un bien ne pouvait pas être tranchée par une loi. Elle l'a été par des juges appliquant la notion de common law de « thing in action » (droit incorporel) et la notion d'equity du trust. La lignée jurisprudentielle

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

va de Quoine Pte Ltd v B2C2 Ltd [2020] SGCA(I) 02 à ByBit Fintech Ltd v Ho Kai Xin [2023] SGHC 199, en passant par CLM v CLN [2022] SGHC 46 et Janesh s/o Rajkumar v Unknown Person [2022] SGHC 264. La partie J l'analyse en profondeur.[3] Deuxièmement, les remèdes qui rendent Singapour attrayante pour le recouvrement d'actifs (l'injonction fondée sur un droit réel, l'ordonnance de gel mondiale, les ordonnances de communication Bankers Trust et Norwich Pharmacal et le constructive trust) sont tous des créations de l'equity et de la common law. Ils existent parce que le droit anglais a été reçu. Ils évoluent parce que les juges singapouriens continuent de lire les décisions anglaises, australiennes et hongkongaises comme des autorités persuasives. Troisièmement, la notion suisse de chose au sens des art. 641 ss CC n'a pas d'équivalent. Il n'existe pas de numerus clausus des droits réels au sens du droit civil, de sorte que les tribunaux se sont sentis libres d'étendre la protection réelle à une catégorie d'actifs que le législateur n'a jamais nommée.

La réception n'est pas figée. La formule « dans la mesure où elle est applicable aux circonstances de Singapour » a servi à s'écarter de la jurisprudence anglaise lorsque la Court of Appeal jugeait la règle anglaise inadaptée. En droit des contrats, Singapour a conservé une doctrine de l'erreur unilatérale en equity que les tribunaux anglais ont abandonnée. Cette différence a été décisive dans l'affaire Quoine, et toute plateforme de trading algorithmique opérant à Singapour doit l'intégrer dans son modèle de risque.[4] Un juriste suisse devrait donc considérer les manuels anglais comme une carte du droit singapourien, jamais comme le territoire lui-même.

Notes

1. Application of English Law Act 1993 (2020 Rev Ed), section 3(1) et (2), texte tel que publié sur Singapore Statutes Online. ↩
2. Application of English Law Act 1993, section 4(1)(a) et First Schedule (textes anglais applicables à Singapour dans la mesure précisée dans la quatrième colonne). ↩
3. Quoine Pte Ltd v B2C2 Ltd, Court of Appeal, 24 février 2020, citation neutre 2020 SGCA(I) 02 ; CLM v CLN, General Division, 4 mars 2022, 2022 SGHC

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

46 ; Janesh s/o Rajkumar v Unknown Person (« CHEFPIERRE »), 21 octobre 2022, 2022 SGHC 264 ; ByBit Fintech Ltd v Ho Kai Xin, 25 juillet 2023, 2023 SGHC 199. ↩

4. Quoine Pte Ltd v B2C2 Ltd, 2020 SGCA(I) 02, par. 78–131 sur l'erreur unilatérale en common law et en equity, appliquant Chwee Kin Keong v Digilandmall.com Pte Ltd, 2005 1 SLR(R) 502. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com